



SERVICES PUBLICS, LES MENSONGES ÇA SUFFIT !

Ou pourquoi et comment le patronat et les gouvernements successifs ont organisé le démantèlement des services publics ?

Depuis l'arrivée de Macron au pouvoir, les services publics subissent toujours plus d'attaques. Cela fait des années que la CGT demande des moyens pour les services publics. On nous rétorque que « la dette » empêche le gouvernement de recruter autant d'agents publics qu'il faudrait ; mais n'est-ce pas ce gouvernement avec ses cadeaux aux entreprises et aux ultrariches qui est le principal responsable de cette situation ?



Tout commence par un déséquilibre du budget de l'État, conséquence d'un déficit organisé de recettes : on ne peut pas ignorer la réduction de la fiscalité sur les entreprises et les très riches qui aggrave le problème. Depuis l'arrivée d'Emmanuel Macron, les pertes de recettes fiscales structurelles correspondent à 2 points du PIB selon la Cour des Comptes. **Si les recettes fiscales étaient restées au même niveau qu'en 2017, le déficit de la France ne serait pas de 5,5 % mais inférieur à 3 %.** Ceci explique cela.

Pour le gouvernement, la réponse à ce déficit (c'est à dire le rapport entre recettes et dépenses), c'est qu'il faut réduire les dépenses, donc les prestations du service public.

Le service public s'adresse à toutes et à tous, c'est la seule richesse des plus démunies.

C'est le programme du CNR¹, au lendemain de la guerre qui a rebâti les services publics sur la base de valeurs justes et solidaires : égalité de traitement, continuité de service et péréquation tarifaire.

Le service public, c'était l'énergie au même coût pour toutes et tous (le plus bas d'Europe). Le service public, c'était la Poste avec l'acheminement du courrier à J+1, la livraison de colis, c'était parler à "son facteur", symbole du lien social à la campagne comme à la ville, c'était des agents assermentés qui, au-delà des comptes, géraient toute la vie des particuliers et des entreprises... Le service public, c'était un réseau de transport ferroviaire dont le tarif était national (au kilomètre parcouru). Le service public, c'était un réseau hospitalier, financé par la Sécurité sociale, qui disposait des moyens pour accueillir et soigner les patient·es. Le service public, c'était l'école de la République où chaque enfant bénéficiait des mêmes chances pour apprendre, se former et se qualifier. Le service public, c'était des guichets où chacun·e pouvait exposer ses problèmes et trouver des solutions auprès d'interlocuteurs compétents. Les services publics, c'était l'Institut National de la Consommation créé pour apporter un appui technique aux consommateurs avec des études, des enquêtes et des essais comparatifs. Et la liste n'est pas exhaustive, loin s'en faut.

Quel constat ?

L'hôpital public est menacé, notre santé est sacrifiée sur l'autel de la rentabilité. Le secteur privé lucratif avec ses dépassements d'honoraires est largement favorisé par les Agences Régionales de Santé. Depuis plus de 30 ans, l'hôpital public est soumis à des économies drastiques, les hôpitaux de l'AP-HP n'y échappent pas, ce qui a entraîné des fermetures de lits, des regroupements de services sur un seul site et à terme la fermeture d'hôpitaux. Cela se concrétise par un accès aux soins de plus en plus difficile. Cette question de l'accès aux soins est une priorité pour la population.

L'école publique est savamment démantelée. Les financements de ce bien commun sont délocalisés : à la commune pour le primaire, au département pour les collèges, à la région pour les lycées. Source d'une inégalité flagrante pour les élèves selon leurs lieux d'habitation. Et les subventions pour les établissements privés lucratifs continuent d'être versées, souvent sans contrôle comme l'ont démontré des scandales récents.

La Poste est peu à peu remplacée par des services privés originaires des États Unis, UPS, Amazon... Elle devient une banque, comme les autres. Les guichets qui rendaient tant de services et solutionnaient tant de situations sont remplacés par des plateformes téléphonique où il faut « appuyer sur 1... », ou parler à un robot pour s'entendre dire « Je n'ai pas compris votre question ».

Les réseaux publics de transport, sont démantelés et mis en concurrence avec des conséquences pour les agent·es en terme d'emploi et de conditions de travail mais aussi pour les usager·es en terme de tarifs et de conditions de déplacements. La jungle des tarifs de la SNCF impacte le pouvoir d'achat des voyageur·ses et rend inégalitaire l'accès aux transports en terme budgétaire, mais aussi en lien avec la fracture numérique dont souffrent les plus ancien·nes.

L'énergie (gaz, électricité et carburants) est livrée à la jungle des spéculateurs qui ne cessent de faire des profits sur le dos des consommateur·ices. Comme pour d'autres biens de consommation, le flou est entretenu et va empirer avec le choix de gouvernement de liquider l'INC et de vendre au secteur privé son organe d'information : 60 Millions de Consommateurs. Là encore, la liste n'est pas exhaustive.

Les services publics sont un rempart face à la montée de l'extrême droite.

Les choix politiques sont éloquentes. La volonté de livrer les services publics aux entreprises privées et à leurs actionnaires est scandaleuse à plusieurs titres. Elle laisse sur la touche les plus fragiles, les plus démunies d'entre nous. Elle détruit des emplois de proximité et favorise le sentiment d'isolement d'insécurité et d'abandon. Tout dont se saisit l'extrême droite pour diffuser ses idées exclusives et nauséabondes.

Les défis de notre société ne peuvent être relevés que par la reconstruction de services publics forts et innovants. Comme chacun·e le sait désormais, de l'argent il y en a. Supprimer une bonne partie des cadeaux de l'État aux entreprises les plus riches suffirait sans mettre en danger l'économie. Plus particulièrement ces « aides » qui sont versées sans contrepartie en termes d'investissements, d'emplois ou de pouvoir d'achat des salarié·es.

Plutôt que financer la funeste industrie d'armement, il faut cesser de privilégier le secteur privé, cumulateur de profits, et rediriger les moyens nécessaires au service du Bien Commun. L'avenir de la société, de nos enfants et petits enfants, nous invite à exiger de l'argent pour les services publics pas pour les profits ni pour la guerre !

C'est pour ça que nous ferons du 2 avril une grande journée d'action des retraité·es.

**J'ADHÈRE À LA CGT POUR DÉFENDRE MES REVENDEICATIONS
Mon pouvoir d'achat • Ma retraite • Ma santé • Mes besoins quotidiens**

Nom..... Prénom.....

Adresse.....

Code postal..... Ville.....

Branche professionnelle d'origine.....

Courriel..... Tél.....

Bulletin à retourner à : USR CGT PARIS - 85, rue Charlot - 75003 PARIS